



# Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

**8614<sup>e</sup>** séance

Mardi 10 septembre 2019, à 15 heures  
New York

*Provisoire*

*Président :* M. Polyanskiy . . . . . (Fédération de Russie)

*Membres :*

Afrique du Sud . . . . .	M. Van Shalkwyk
Allemagne . . . . .	M. Licharz
Belgique . . . . .	M <sup>me</sup> Van Vlierberge
Chine . . . . .	M. Wu Haitao
Côte d'Ivoire . . . . .	M. Ipo
États-Unis d'Amérique . . . . .	M <sup>me</sup> French
France . . . . .	M. Michon
Guinée équatoriale . . . . .	M. Mevian Miaga
Indonésie . . . . .	M. Syihab
Koweït . . . . .	M. Almunayekh
Pérou . . . . .	M. Meza-Cuadra
Pologne . . . . .	M. Lewicki
République dominicaine . . . . .	M. Singer Weisinger
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	M. Clay

## Ordre du jour

### La situation en Guinée-Bissau

Rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (S/2019/664)

Rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis en ce qui concerne la stabilisation et le retour à l'ordre constitutionnel en Guinée-Bissau (S/2019/696)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 15 h 10.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **La situation en Guinée-Bissau**

**Rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (S/2019/664)**

**Rapport du Secrétaire général sur le progrès accomplis en ce qui concerne la stabilisation et le retour à l'ordre constitutionnel en Guinée-Bissau (S/2019/696)**

**Le Président** (*parle en russe*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la Guinée-Bissau à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M<sup>me</sup> Bintou Keita, Sous-Secrétaire générale pour l'Afrique du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et du Département des opérations de paix, et S. E. M. Mauro Vieira, Représentant permanent du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2019/664, qui contient le rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, et sur le document S/2019/696, qui contient le rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis en ce qui concerne la stabilisation et le retour à l'ordre constitutionnel en Guinée-Bissau.

Je donne à présent la parole à M<sup>me</sup> Keita.

**M<sup>me</sup> Keita** (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner l'occasion de faire aujourd'hui un exposé au Conseil sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et les activités du Bureau

intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS).

Après la tenue sans heurts des élections législatives du 10 mars, de nouvelles tensions politiques ont conduit à une impasse sur la composition du Bureau exécutif de l'Assemblée populaire nationale et retardé la désignation d'un Premier Ministre et la formation d'un nouveau Gouvernement. La situation a été encore compliquée par la fin du mandat de cinq ans du Président José Mário Vaz, le 23 juin, sur fond d'opinions divergentes quant aux dispositions intérimaires à prendre concernant la présidence.

La décision de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), adoptée le 29 juin, portait sur ces questions, ce qui a permis l'investiture d'un nouveau Gouvernement le 3 juillet. Il avait également été décidé que le Président Vaz resterait en fonction jusqu'à la tenue de la prochaine élection présidentielle, avec des pouvoirs limités, laissant au nouveau Gouvernement la gestion des affaires nationales.

Je voudrais féliciter le Gouvernement d'être parvenu à la parité des sexes, chose sans précédent, et d'avoir nommé quelques jeunes hautement qualifiés au sein du nouveau Conseil des ministres, ouvrant une nouvelle fenêtre de tir pour une gouvernance sans exclusive dans le pays. Le Gouvernement est composé de 31 membres issus exclusivement de l'alliance majoritaire, ce qui reflète les résultats des élections législatives. Toutefois, la nomination et le remplacement récents de hauts responsables à des postes clefs, notamment le nouveau Commandant de la Garde nationale, le contre-amiral Agostino Sousa Cordeiro, visé par des sanctions de l'Union européenne pour sa participation au coup d'État de 2012, ont provoqué des réactions négatives au sein des parties prenantes nationales et internationales.

Entre-temps, le Gouvernement a adopté un plan d'urgence de sept mois visant à venir en aide aux secteurs clefs, à savoir l'éducation, la santé, les infrastructures et les services publics. Il a également présenté son programme à l'Assemblée nationale pour approbation. Toutefois, étant donné les tensions qui règnent actuellement au sein des partis politiques et entre eux, y compris au sein de l'alliance majoritaire dirigée par le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et de Cabo Verde, l'approbation du programme du nouveau Gouvernement par l'Assemblée populaire nationale attestera la force de l'alliance majoritaire et sa capacité de gouverner le pays.

Depuis l'investiture du Gouvernement, la scène politique est dominée par les préparatifs de l'élection présidentielle. Plusieurs partis politiques ont organisé des primaires en vue de choisir leurs candidats, des candidats indépendants ont également annoncé leur intention de se présenter. D'ici au 25 septembre, date-butoir fixée pour la présentation des candidatures à la Cour suprême pour validation, nous continuerons de voir émerger de nouveaux candidats.

Le processus électoral reste, toutefois, semé d'embûches. Certains acteurs politiques se sont dit préoccupés par l'exercice de correction des listes électorales visant à régulariser environ 25 000 personnes qui avaient été privées de leurs droits lors des élections législatives en raison des craintes de fraude. La création du nouveau poste de Secrétaire d'État chargé de la gestion des élections a également été remise en question.

Il existe un sentiment général de méfiance entre les parties prenantes nationales à l'égard du processus électoral, qui doit être dissipé avant l'élection si nous voulons garantir un processus pacifique et consensuel et un résultat qui soit accepté par tous. Pour y remédier, le groupe des cinq partenaires internationaux présents à Bissau, à savoir l'Union africaine, la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), la CEDEAO, l'Union européenne et l'ONU, a plaidé en faveur d'un contrôle renforcé des procédures, de l'adoption de mesures de transparence et de mécanismes de partage de l'information, et de l'élaboration d'une stratégie de communication relative à l'exercice de correction des listes électorales. Au final, le message commun est que le pays doit rester concentré sur la tenue à temps de l'élection présidentielle.

Par ailleurs, hier 9 septembre, une délégation ministérielle de la CEDEAO s'est rendue à Bissau pour évaluer les progrès réalisés dans l'organisation de l'élection. Dans son communiqué final, elle a insisté sur le fait qu'en l'absence de consensus entre tous les partis politiques sur l'exercice de correction des listes électorales, l'élection présidentielle devait utiliser les mêmes listes électorales que celles ayant servi aux élections législatives. La délégation a également pris note de la décision des organes électoraux de tenir l'élection en 2019, y compris le deuxième tour, le cas échéant. Le communiqué demandait également des éclaircissements sur les responsabilités du Secrétaire d'État chargé de la gestion des élections. Dans sa réponse, le Gouvernement a indiqué aujourd'hui que le processus de correction allait se poursuivre pour l'heure, mais que le registre

proprement dit ne serait mis à jour que si les candidats à la présidence donnaient leur accord lors d'une prochaine réunion au Parlement.

Parallèlement, les initiatives prises par le Gouvernement et les organismes de gestion des élections, à savoir la Commission électorale nationale et le Bureau de l'appui technique au processus électoral, pour améliorer la communication générale et les consultations avec les partis politiques vont dans le bon sens. Afin d'appuyer ce processus, l'ONU recommande la création d'une plate-forme intégrée des parties prenantes rassemblant l'ensemble des acteurs nationaux à des fins d'échange d'informations. Dans le même temps, les organisations de la société civile, y compris les groupes de femmes, ont lancé les préparatifs pour la création d'une cellule de veille permettant de surveiller en parallèle le déroulement de l'élection. Elles ont également déployé des efforts coordonnés pour la préparation et la mise en œuvre d'un code de conduite pour l'élection.

Le Gouvernement a élaboré un budget électoral consolidé qui s'élève à 5,3 millions de dollars. L'ONU travaille en étroite collaboration avec les autorités et les organes électoraux pour affiner et arrêter le budget. En outre, le Gouvernement s'est engagé à contribuer au budget électoral pour couvrir les dépenses initiales de l'élection présidentielle, qui s'élèvent à 730 000 dollars, en plus de rembourser la dette en souffrance de 1,6 million de dollars contractée pour les élections législatives.

L'exercice de correction des listes électorales, qui a débuté le 24 août, est la première des principales activités électorales et devrait se terminer le 24 septembre. Toutefois, moins d'un quart des fonds nécessaires à cet exercice ont été débloqués à ce jour. Pour remédier à ce problème, le Programme des Nations Unies pour le développement a versé 100 000 dollars au panier de fonds, tandis que le Gouvernement a directement versé environ 160 000 dollars aux deux organismes de gestion des élections : la Commission électorale nationale et le Bureau d'appui technique au processus électoral.

Jusqu'à présent, les efforts déployés pour mobiliser des ressources auprès de la communauté internationale n'ont donné que très peu de résultats. Il y a eu plusieurs annonces de contributions et manifestations d'intérêt, mais pas de contributions en tant que telles. La première tranche de contributions financières des partenaires internationaux devrait être versée avant la première semaine d'octobre. Si ces fonds sont débloqués, ils seront alloués à la formation des éducateurs civiques et

des formateurs du personnel électoral au cours du mois d'octobre.

Vu qu'il reste 75 jours avant l'élection présidentielle, il importe que des fonds soient mis à disposition dès maintenant, soit par des voies bilatérales, soit par l'intermédiaire du panier de fonds géré par le Programme des Nations Unies pour le développement, pour que les activités électorales prévues en novembre – à savoir la formation, le déploiement et le paiement du personnel électoral et de sécurité, ainsi que le transport du matériel vers tous les bureaux de vote – soient menées à bien et dans les délais. Je saisis donc cette occasion pour encourager les partenaires internationaux à faire preuve de générosité à l'égard de la Guinée-Bissau afin d'apporter d'urgence l'appui financier nécessaire à cette élection. Le temps presse. Les contributions des partenaires seront décisives pour garantir la tenue de l'élection présidentielle le 24 novembre.

Après la formation du Gouvernement, le BINUGBIS a élaboré, en collaboration avec la Ministre de la femme, de la famille et de la solidarité sociale, un programme visant à promouvoir la visibilité des huit femmes ministres, à appuyer leur action auprès de la population et à examiner les principaux domaines d'action de l'administration publique dans une perspective prenant en compte les questions de genre. Le BINUGBIS a également apporté son appui à un réseau d'organisations de la société civile, y compris des organisations féminines, en vue d'assurer le suivi et la promotion des réformes essentielles après les élections.

L'environnement politique continue d'avoir une incidence négative sur la performance économique du pays et les conditions de vie de la population. Les tensions socioéconomiques, notamment les restrictions ciblées à la liberté et aux libertés civiles, continuent de porter atteinte à la situation en matière de droits de l'homme. Le respect de ces droits demeure essentiel pour pérenniser la paix, la stabilité et le développement en Guinée-Bissau.

Dans le même temps, le trafic de drogues et la criminalité organisée continuent de faire peser une menace sur la paix et la sécurité dans le pays et au-delà. La saisie par la police judiciaire d'environ 1 869 kilogrammes de cocaïne, le 2 septembre, prouve que la Guinée-Bissau sert toujours de voie de transit pour le trafic de drogues, mais montre également que les capacités de la police judiciaire à combattre ce fléau ont été renforcées. La signature, le 2 août, d'un mémorandum d'accord entre la Guinée-Bissau, la Gambie et le Sénégal pour lutter contre

le trafic de drogues et la criminalité organisée le long de leurs frontières constitue un effort louable pour contrer les menaces transfrontalières. J'appelle la communauté internationale à apporter un appui financier et technique au Gouvernement bissau-guinéen dans sa lutte contre le trafic de drogues et la criminalité organisée afin de préserver les progrès accomplis jusqu'à présent.

En application de la résolution 2458 (2019), des mesures ont été prises en vue de l'élaboration d'un plan de transition des Nations Unies, dans la perspective de la fermeture du BINUGBIS au plus tard le 31 décembre 2020. Dans un premier temps, un bureau régional a été fermé et les trois autres le seront d'ici le 31 décembre de cette année. En outre, des structures de coordination chargées de superviser et de planifier la transition ont été mises en place à Bissau et au Siège.

L'élaboration d'un plan de transition des Nations Unies, y compris un plan préliminaire de retrait de la mission, est en cours. La mise en œuvre de la transition sera lancée en étroite coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et les autorités nationales après l'élection présidentielle. La présence des Nations Unies en Guinée-Bissau a également eu des échanges avec le Gouvernement en vue du transfert progressif des tâches résiduelles du BINUGBIS à l'équipe de pays des Nations Unies, à l'UNOWAS et à d'autres partenaires.

Avec l'arrivée de la nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général, M<sup>me</sup> Rosine Sori-Coulibaly, à Bissau, à compter du 5 septembre, nous comptons intensifier les contacts avec le Gouvernement, notamment après l'élection présidentielle. Entre-temps, le BINUGBIS et l'UNOWAS ont déjà commencé à renforcer leurs modalités d'échange d'informations et le Représentant spécial Chambas, qui dirige l'UNOWAS, a renforcé sa collaboration avec le BINUGBIS en ce qui concerne le processus politique, et a d'ailleurs effectué deux visites à Bissau cette année.

L'année 2019 est une année charnière pour la Guinée-Bissau en ce sens que ce pays doit saisir l'occasion qui lui est offerte de mettre fin au cycle récurrent d'instabilité qui a entravé son développement socioéconomique pendant des décennies. Il y a un risque élevé de voir l'instabilité s'aggraver durant la période précédant l'élection présidentielle, en raison des rivalités politiques et de mauvaises perspectives économiques auxquelles la population fait face. On ne saurait trop insister sur le rôle des acteurs politiques nationaux pour

garantir la stabilité. Tous les acteurs nationaux doivent être conscients de leurs devoirs envers le peuple bissau-guinéen et de la nécessité de transcender les intérêts individuels et partisans étroits.

Il faut tout mettre en œuvre pour garantir la tenue en temps voulu d'une élection présidentielle inclusive, crédible et pacifique. Aussi bien le Gouvernement que la communauté internationale doivent honorer l'engagement qu'ils ont pris de mettre à disposition les ressources nécessaires pour cette élection. À plus long terme, des réformes institutionnelles clefs, notamment une révision constitutionnelle, seront essentielles pour consolider la stabilité du pays. Par conséquent, la collaboration entre toutes les branches du pouvoir et au sein de l'Assemblée nationale populaire sera essentielle pour préparer le terrain à un processus de réforme inclusif. L'engagement soutenu des partenaires internationaux sera également crucial pour accompagner la Guinée-Bissau sur la voie d'une stabilité durable.

Pour terminer, je voudrais féliciter la CEDEAO pour son rôle de chef de file et son engagement indéfectible en faveur de la stabilité en Guinée-Bissau, notamment pour avoir maintenu sur place la Mission de la CEDEAO en Guinée-Bissau, en dépit d'autres problèmes de sécurité auxquels la région est confrontée. Par ailleurs, je remercie sincèrement tous nos partenaires, notamment l'Union africaine, la CPLP et l'Union européenne, de leur contribution précieuse aux efforts en faveur de la stabilisation en Guinée-Bissau.

**Le Président** (*parle en russe*) : Je remercie M<sup>me</sup> Keita de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Vieira.

**M. Vieira** (Brésil) (*parle en anglais*) : Je voudrais vous remercier, Monsieur le Président, de m'avoir invité à prendre la parole devant le Conseil de sécurité en ma qualité de Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix (CCP). Je tiens également à remercier la Sous-Secrétaire générale Bintou Keita de son exposé détaillé.

La Guinée-Bissau traverse une période décisive sur la voie de la consolidation de la démocratie et du renforcement de ses institutions. En dépit de nombreuses difficultés, des élections législatives couronnées de succès se sont tenues en mars. Le pays se prépare actuellement à l'élection présidentielle prévue pour le 24 novembre, avec un deuxième tour, le cas échéant, prévu pour le 29 décembre. Une transition pacifique du pouvoir serait une réalisation historique pour le peuple

bissau-guinéen. Par conséquent, l'appui indéfectible de la communauté internationale est crucial à ce stade important.

Je me félicite de la nomination récente de M<sup>me</sup> Rosine Sori-Coulibaly en tant que nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS). J'ai déjà eu l'occasion d'avoir des échanges fructueux et cordiaux avec elle, au cours desquels j'ai réaffirmé que la Commission était prête à l'appuyer dans sa mission.

La formation Guinée-Bissau de la Commission a suivi de près la situation politique du pays et le processus de planification de la transition et du retrait du BINUGBIS, conformément à la résolution 2458 (2019) adoptée le 28 février. À sa dernière réunion, le 6 mai, cette formation a reçu des informations actualisées de la part de M. José Viegas Filho, alors Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du BINUGBIS, et de M. Tanou Koné, Observateur permanent de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) auprès des Nations Unies.

À l'issue de cette réunion, la Commission de consolidation de la paix a publié une déclaration engageant les acteurs politiques bissau-guinéens à demeurer attachés aux Accords de Conakry, soulignant la nécessité urgente de nommer un Premier Ministre et l'importance d'organiser une élection présidentielle transparente, crédible et pacifique en 2019, conformément à la Constitution de la Guinée-Bissau.

Le nouveau Gouvernement a été formé trois mois et demi après l'élection, à la suite de l'accord conclu au Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO, tenu le 29 juin. Les efforts entrepris par la CEDEAO illustrent bien le rôle crucial qu'elle joue dans l'appui à la stabilité politique et à la consolidation de la démocratie en Guinée-Bissau. Les membres de la formation se sont également félicités des investissements réalisés par le Fonds pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, en particulier dans le contexte des élections législatives et du retrait du BINUGBIS. Ils ont souligné l'importance des projets que mène actuellement le Fonds en vue d'autonomiser les femmes et les jeunes, notamment s'agissant de favoriser leur participation aux activités politiques et à la prise de décisions, au règlement des conflits et aux efforts de pérennisation de la paix. Enfin, ils ont salué le travail important accompli par le Représentant spécial du Secrétaire général,

qui était alors José Viegas Filho, et par le personnel du BINUGBIS.

Aujourd'hui, nous avons entendu la Sous-Secrétaire générale Bintou Keita présenter le rapport du Secrétaire général (S/2019/664). La Commission de consolidation de la paix accueille avec satisfaction le rapport et félicite l'équipe et les dirigeants du BINUGBIS, ainsi que le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, de leur appui aux efforts de consolidation de la paix dans le pays et des progrès réalisés dans la planification du retrait de la mission.

La Commission se félicite de la nomination d'un nouveau Premier Ministre et de la formation, qui y a fait suite, d'un nouveau gouvernement. Tout en notant que 11 femmes ont été nommées au Gouvernement, nous encourageons la poursuite des progrès vers la parité femmes-hommes et les avancées similaires dans d'autres institutions. Nous encourageons également les autorités nationales et le peuple bissau-guinéen à garantir une élection présidentielle transparente, crédible et pacifique. Nous remercions les partenaires internationaux qui apportent le soutien financier nécessaire à ce scrutin, et nous les encourageons à envisager d'autres contributions. Comme je l'ai dit précédemment, cela représentera une étape décisive vers la stabilisation de la Guinée-Bissau.

Qu'il me soit permis de mettre l'accent sur certains éléments clefs du rapport qui revêtent une importance particulière au regard du programme de consolidation de la paix.

À cet égard, je me félicite du travail accompli par le BINUGBIS en matière d'appui à la participation effective des femmes aux affaires du pays dans le cadre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité. En collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies et le Fonds pour la consolidation de la paix, il a contribué à accroître la participation active des femmes aux consultations tenues avec la société civile et aux efforts de facilitation, encourageant ainsi le dialogue politique en Guinée-Bissau.

À travers les projets qu'il finance, le Fonds pour la consolidation de la paix continue de jouer un rôle crucial dans l'appui à la stabilisation politique et institutionnelle dans le pays. Dans le cadre du portefeuille du Fonds, qui comprend 10 projets d'une valeur de 10,9 millions de dollars, le BINUGBIS et l'équipe de pays des Nations Unies ont appuyé la mise en œuvre d'initiatives qui

se renforcent mutuellement et favorisent notamment le dialogue, la réconciliation nationale, ainsi que la consolidation des secteurs de la justice et des médias.

Ces projets ont contribué à rendre les élections législatives de mars plus inclusives et participatives, en fournissant une formation sur les élections aux candidates et aux jeunes candidats, en facilitant le suivi des élections par des observateurs nationaux en collaboration avec l'Union européenne, en donnant aux médias les outils pour communiquer des informations plus objectives et non partisans sur les élections et en finançant la diffusion radiophonique en direct de plusieurs rencontres entre le grand public et des candidats.

S'agissant de la reconfiguration et du retrait du BINUGBIS, la Commission de consolidation de la paix a pris note des directives fournies par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2458 (2019) du 28 février. À la réunion du 6 mai dernier, certains membres de la Commission ont plaidé en faveur d'une reconfiguration souple, invoquant la nécessité de conserver la configuration actuelle du BINUGBIS jusqu'à l'issue de l'élection présidentielle. Il a été suggéré d'examiner les bonnes pratiques passées, notamment la possibilité d'appuyer l'élaboration d'un plan de consolidation de la paix, comme cela avait été fait lors du retrait de la Mission des Nations Unies au Libéria, en tant que moyen d'aider le pays après le retrait du BINUGBIS.

Je rappelle que la Commission de consolidation de la paix est prête à appuyer la reconfiguration et à donner en temps voulu des conseils précis au Conseil de sécurité à cet égard. Je remercie également le Fonds pour la consolidation de la paix de son engagement à continuer de soutenir les initiatives clefs pour faire en sorte que les priorités actuelles en matière de consolidation de la paix, appuyées par la mission, ne soient pas laissées sans suite.

L'élection présidentielle de novembre complétera le cycle électoral en Guinée-Bissau. Nous espérons qu'elle permettra aux autorités nationales et au peuple bissau-guinéen de se focaliser sur le programme national de développement et de mettre en œuvre les réformes prévues par les Accords de Conakry. À cet égard, la Commission de consolidation de la paix continuera de servir de plateforme pour permettre au pays de mobiliser l'appui international, notamment pour la mise en œuvre des programmes de développement énoncés dans le plan stratégique de développement du Gouvernement pour la période 2015-2025, appelé

« Terra Ranka ». La Commission continuera également d'aider la communauté internationale, en consultation avec le Gouvernement, à examiner les moyens de renforcer les capacités institutionnelles nationales pour atteindre les objectifs de consolidation de la paix et de développement.

J'ai également l'intention de me rendre en Guinée-Bissau en octobre pour m'entretenir avec les représentants du Gouvernement et les parties prenantes locales. Comme à l'accoutumée, la Représentante spéciale du Secrétaire général et les membres de la Commission de consolidation de la paix détermineront l'objectif et l'ordre du jour de cette visite. Je transmettrai le rapport de ma visite au Conseil de sécurité, conformément au rôle consultatif de la Commission de consolidation de la paix auprès du Conseil.

Je vous remercie une fois de plus, Monsieur le Président, de m'avoir donné l'occasion de présenter un exposé au Conseil. J'attends avec intérêt la poursuite de notre coopération à l'appui de la consolidation de la paix en Guinée-Bissau.

**Le Président** (*parle en russe*) : Je remercie M. Vieira de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

**M. Ipo** (Côte d'Ivoire) : Ma délégation salue la tenue de cette séance d'information sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau, et remercie M<sup>me</sup> Bintou Keita, Sous-Secrétaire générale pour l'Afrique, ainsi que l'Ambassadeur Mauro Vieira, Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix, pour la qualité de leurs exposés.

La Côte d'Ivoire se félicite des progrès accomplis par les autorités bissau-guinéennes dans la conduite du processus de sortie de crise, notamment l'organisation des élections législatives, le 10 mars, dans un environnement apaisé, la nomination d'un Premier Ministre et la formation d'un nouveau gouvernement le 3 juillet. Elle note également avec satisfaction la décision prise le 18 juin par le Président José Mário Vaz de fixer la date de l'élection présidentielle au 24 novembre.

Ces évolutions positives sont le résultat d'un dialogue constant et hardi entre les parties prenantes bissau-guinéennes. Elles ont également été rendues possibles grâce au soutien de la communauté internationale, et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en particulier.

L'organisation ouest-africaine est en effet demeurée constante dans son accompagnement du processus politique en cours, tout en étant ferme dans son appel au respect par toutes les parties prenantes des engagements librement souscrits dans les Accords de Conakry et la feuille de route de la CEDEAO pour une sortie de crise politique en Guinée-Bissau.

En dépit des progrès encourageants réalisés au cours de ces derniers mois, la situation sociopolitique et sécuritaire demeure fragile, comme en témoigne la résurgence des tensions à quelques semaines de l'élection présidentielle. Mon pays exhorte donc tous les acteurs politiques bissau-guinéens à conjuguer leurs efforts pour l'organisation, le 24 novembre, d'un scrutin présidentiel inclusif, crédible et apaisé, étape cruciale vers la conclusion du cycle électoral et la préservation des acquis du processus de sortie de crise. L'engagement des acteurs locaux à s'inscrire résolument dans une dynamique de paix et de stabilité mérite d'être soutenu par la communauté internationale et les partenaires de développement, qui doivent renforcer leur niveau de mobilisation autour de la Guinée-Bissau.

S'agissant des activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, la Côte d'Ivoire salue l'appui de cette mission au dialogue politique, au processus de réconciliation nationale, ainsi qu'à la mise en œuvre des Accords de Conakry et de la feuille de route de la CEDEAO pour une sortie de crise. Elle prend note, par ailleurs, de la cessation définitive des activités du bureau régional de Bubaque, le 21 juin, qui marque le point de départ de la fermeture de tous les bureaux régionaux au 31 décembre, conformément à la résolution 2458 (2019). Mon pays se félicite en outre du processus de planification de la transition en cours et encourage les autorités bissau-guinéennes à saisir cette opportunité pour renforcer leur coopération avec le BINUGBIS, dans la perspective de l'appropriation des activités qui seront transférées au pays et d'une meilleure prise en charge des réformes institutionnelles post-électorales.

La Côte d'Ivoire réaffirme son plein soutien à l'ONU, à l'Union africaine, à l'Union européenne, à la Communauté des pays de langue portugaise et à la CEDEAO, dont elle salue la décision, prise lors du cinquante-cinquième Sommet des chefs d'État et de gouvernement le 29 juin, de proroger le mandat de la Mission de la CEDEAO en Guinée-Bissau jusqu'en avril 2020. Elle les exhorte à renforcer leur synergie d'action dans le cadre de leur appui à la mise en œuvre

des Accords de Conakry et de la feuille de route de la CEDEAO. Mon pays exprime en outre toute son appréciation à M. José Viegas Filho, Représentant spécial sortant du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau, au personnel du BINUGBIS, à l'équipe de pays des Nations Unies et au Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel pour leur engagement en faveur de la paix et de la stabilité en Guinée-Bissau.

Pour conclure, la Côte d'Ivoire réitère son appel à tous les acteurs politiques bissau-guinéens à privilégier la résolution de leurs différends politiques par le dialogue et à s'inscrire résolument dans les efforts déployés par la communauté internationale en vue de favoriser une sortie de crise définitive et durable.

**M. Mevian Miaga** (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : C'est avec une satisfaction et un enthousiasme profonds que la Guinée équatoriale se félicite de la convocation de la présente séance, qui nous permet de procéder à une nouvelle analyse et de faire de nouveau part de nos perspectives sur la situation en Guinée-Bissau. Ma délégation tient à remercier la Sous-Secrétaire générale pour l'Afrique, M<sup>me</sup> Bintou Keita, et l'Ambassadeur Vieira de leurs exposés détaillés et très utiles. Nous saluons également la présence de l'Ambassadeur Da Silva à la présente séance.

Cette année est effectivement cruciale pour que la Guinée-Bissau puisse effectuer une transition rapide d'une situation de crise politique et institutionnelle à une étape de possibilités, qui permette de stimuler la transformation politique et économique du pays. Je salue à nouveau l'organisation pacifique d'élections législatives en mars dernier, et louer le grand sens des responsabilités et du civisme démontré par le peuple bissau-guinéen. Nous parlons d'élections auxquelles se sont présentés 21 partis politiques et durant lesquelles, sur plus de 760 000 électeurs inscrits, plus de 85 % ont voté. La participation civique des Bissau-Guinéens est largement illustrée par ces statistiques, notables et encourageantes pour tout processus politique. Nous saluons les résultats des élections et le travail accompli par la Commission électorale nationale, qui est restée transparente tout au long du processus afin que tous les résultats soient crédibles et ne donnent pas lieu à des incidents postélectorales.

Nul n'ignore que ces élections étaient cruciales, car elles doivent permettre de sortir de l'impasse politique dans laquelle se trouve le pays depuis 2015 et d'ouvrir la voie à la démocratisation, à la stabilisation de la paix et au relèvement économique. D'autre part, il

convient de saluer la participation massive des femmes à ce processus électoral. Dans toute l'histoire du pays, les femmes n'avaient jamais autant participé, que ce soit en tant que candidates ou électrices. L'importance accordée par les autorités nationales aux femmes se reflète dans la composition du Gouvernement actuel, qui compte 35,48 % de femmes, ce qui représente une progression importante en matière d'égalité des sexes et fait de la Guinée-Bissau le premier pays d'Afrique occidentale doté d'un gouvernement ouvert et équilibré, permettant aux citoyens des deux sexes de révéler leurs capacités pour améliorer les conditions de vie de la population.

Néanmoins, les élections législatives ont marqué un premier pas vers l'atteinte de ces objectifs et, comme le souligne le dix-septième alinéa du préambule de la résolution 2458 (2019),

« toutes les parties prenantes en Guinée-Bissau doivent s'employer à garantir la stabilité à court, à moyen et à long terme en manifestant clairement leur volonté d'engager un véritable dialogue politique sans exclusive pour créer des conditions permettant d'apporter des solutions viables et durables aux problèmes sociaux, économiques, politiques et militaires du pays, de manière à faciliter la mise en œuvre de réformes indispensables et le renforcement des institutions publiques ».

La consolidation des acquis en matière de stabilisation du pays doit se traduire par l'obligation et la responsabilité qui incombent au nouveau Gouvernement d'organiser une élection présidentielle crédible, libre, juste et pacifique le 24 novembre. À cet égard, il convient de rappeler que, comme ce fut le cas des élections législatives, le bon déroulement de l'élection présidentielle exige surtout une mobilisation internationale afin de fournir l'appui financier nécessaire pour mener à bien le processus électoral. Pas plus tard qu'hier en Guinée-Bissau, la mission d'évaluation de la CEDEAO et le Premier Ministre Aristides Gomes se sont rencontrés pour aborder ce sujet. Nous encourageons donc tous les partenaires et amis de la Guinée-Bissau à n'épargner aucun effort à cet égard et à tenir leurs engagements.

Conformément au communiqué de presse du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine en date du 11 juin, la Guinée équatoriale est profondément préoccupée par la hausse de la criminalité liée à la drogue en Guinée-Bissau, qui continue de représenter une menace importante à la sécurité et contribue



à maintenir l'instabilité dans le pays. À cet égard, le Gouvernement bissau-guinéen doit renforcer les lois nationales pour lutter plus efficacement contre les crimes liés au trafic de drogue. À cet égard, nous attachons une grande importance au travail conjoint qu'accomplissent le BINUGBIS, la police judiciaire et la Garde nationale, qui a abouti à l'incinération il y a trois jours de plus 1 800 kilogrammes de cocaïne saisis le 2 septembre. Cela a constitué la plus grande saisie de l'histoire du pays. La Guinée-Bissau n'est assurément pas un narco-État. Tout au contraire, elle se voit malheureusement touchée par ce phénomène, comme tous les autres États, mais nous continuerons de louer la détermination de la police judiciaire à neutraliser les trafiquants de drogues.

En ce qui concerne la fermeture du BINUGBIS à la fin de l'année prochaine, notre position souscrit pleinement à la résolution 2458 (2019), qui souligne la nécessité d'assurer un transfert efficace des tâches et responsabilités de la Mission à l'équipe de pays des Nations Unies, ainsi qu'au Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et aux autres partenaires.

Pour conclure, je voudrais souligner que la Guinée-Bissau est un pays riche d'une grande biodiversité et d'amples avantages par rapport à sa taille relativement petite, et qu'elle devrait être plus facile à gérer. Malheureusement, des problèmes institutionnels persistent depuis des lustres, ce qui ne contribue ni à stimuler le développement économique ni à assurer un avenir radieux à la population bissau-guinéenne.

La Guinée-Bissau a également un avantage en ce que les élections qu'elle a organisées ont toujours été approuvées par les communautés internationale et locale, mais les problèmes surgissent toujours après les élections et la vraie difficulté réside dans la gestion de la période post-électorale. Le Gouvernement de mon pays espère que la tendance à contester les résultats des élections ne se reproduira pas lors du prochain scrutin présidentiel et que les choix électoraux des citoyens seront respectés.

Comme le souligne le Secrétaire général dans son rapport (S/2019/664), si les tensions politiques devaient persister dans un environnement socioéconomique qui se dégrade et qui est marqué par les grèves et les revendications constantes des fonctionnaires, les conditions de sécurité pourraient en pâtir. Nous renouvelons notre appel aux forces armées pour qu'elles continuent de ne pas s'impliquer dans le processus politique et qu'elles préservent l'ordre constitutionnel.

Pour toutes ces raisons, l'Ambassadeur Anatolio Ndong Mba, en sa qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2048 (2012) concernant la Guinée-Bissau, entend effectuer sa deuxième et dernière visite en Guinée-Bissau avant l'élection présidentielle du 24 novembre, quelques jours avant le lancement de la campagne électorale.

**M. Michon** (France) : Je tiens tout d'abord à remercier la Sous-Secrétaire générale pour l'Afrique, M<sup>me</sup> Bintou Keita, et l'Ambassadeur Mauro Vieira, qui préside la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix, pour leurs interventions.

Je veux saisir l'occasion de la présente séance pour saluer les développements positifs qui ont eu lieu en Guinée-Bissau, mais aussi pour encourager les acteurs bissau-guinéens à poursuivre leurs efforts pour consolider ces avancées qui restent fragiles.

Au titre des développements positifs, je voudrais d'abord saluer l'organisation des élections législatives en mars dernier, qui représente une avancée majeure. Même si la situation post-électorale reste fragile, l'attitude responsable de l'ensemble des acteurs bissau-guinéens, civils et militaires, a permis à ce scrutin de se tenir dans de bonnes conditions, et je salue leur sens des responsabilités.

Ces développements positifs sont le signe de l'efficacité de l'appui de la communauté internationale et je tiens à saluer à cet égard le rôle décisif du Groupe des cinq, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union africaine, la Communauté des pays de langue portugaise, l'Union européenne et l'ONU, dans l'obtention de ces résultats. J'adresse notamment un hommage appuyé aux États de la CEDEAO, dont l'engagement sans faille, politique, économique et militaire, a porté ses fruits, et qui restent très impliqués en soutien à leur partenaire. Je veux aussi saluer le rôle de la Commission de consolidation de la paix, sous la direction de l'Ambassadeur Vieira, et le rôle des projets du Fond pour la consolidation de la paix, qui a été relevé.

Enfin, le Conseil a effectué une mission sur place en février dernier, à l'initiative de la Côte d'Ivoire et de la Guinée équatoriale, laquelle a été un moment important pour marquer le soutien du Conseil à la tenue des élections dans de bonnes conditions. Ces évolutions montrent que les outils que nous avons collectivement déployés pour répondre à cette crise, y compris les sanctions, ont été efficaces.

Et alors que le Bureau intégré des Nations unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) rentre dans sa dernière année de mandat, je veux aussi exprimer notre soutien à la nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général, M<sup>me</sup> Rosine Sori-Coulibaly, qui pourra compter sur notre plein appui dans ses efforts d'accompagnement des acteurs bissau-guinéens, ainsi que dans la mise en œuvre du plan de transition du BINUGBIS que nous avons décidé ici, au Conseil.

Malgré les avancées que j'ai mentionnées, le processus en Guinée-Bissau reste à consolider. À cet égard, il est très important que l'élection présidentielle se tienne bien aux dates prévues, à savoir le 24 novembre pour le premier tour, et le 29 décembre pour le second tour, et ce, dans un climat apaisé. Le respect de ce calendrier électoral est impératif pour prévenir une nouvelle crise politique. Nous attendons donc des autorités bissau-guinéennes qu'elles continuent à se mobiliser pleinement dans la préparation technique de ce scrutin, et en particulier, il me paraît absolument nécessaire de veiller à la bonne organisation de la Commission électorale nationale et de parvenir rapidement à un consensus sur la révision de la liste électorale. Ce scrutin permettra en effet de clore le cycle électoral et sa bonne tenue constituera, pour ce qui nous concerne, un préalable nécessaire à une évolution sur le volet des sanctions, comme cela a été évoqué dans le rapport du Secrétaire général (S/2019/664).

Mais le rétablissement d'une paix et d'une stabilité durables en Guinée-Bissau passe aussi par des avancées dans d'autres domaines, et à cet égard, je veux rappeler l'importance que l'ensemble des réformes politiques qui sont prévues par les Accords de Conakry de 2016 soient mises à l'œuvre dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, comme plusieurs intervenants l'ont souligné, la lutte contre la criminalité organisée, et notamment contre le trafic de drogue, exige un engagement résolu des autorités bissau-guinéennes et également un appui continu de la part de la communauté internationale. La saisie majeure de cocaïne qui a été mentionnée par M<sup>me</sup> Keita est à cet égard un signe plutôt encourageant de cet engagement.

Enfin, la réforme du secteur de la sécurité, qui a déjà commencé, avec le soutien du BINUGBIS, est indispensable, on le sait. L'histoire récente a montré qu'il ne saurait y avoir de stabilité à long terme dans le pays sans une réforme en profondeur du secteur de la sécurité.

Nous sommes donc à un moment charnière pour la Guinée-Bissau et les semaines à venir devront nous permettre de confirmer que la Guinée-Bissau est véritablement engagée sur la voie d'une stabilisation durable. Le rôle d'accompagnement de la région et, plus largement, de la communauté internationale et du Conseil sera important dans la période à venir, et les autorités bissau-guinéennes peuvent compter sur le soutien de la France dans ces efforts.

**M. Singer Weisinger** (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Nous remercions la Sous-Secrétaire générale pour l'Afrique, M<sup>me</sup> Bintou Keita, et l'Ambassadeur Mauro Vieira de leurs exposés.

Pour commencer, nous tenons à féliciter le Gouvernement bissau-guinéen d'avoir su mener à bien dans le calme ses élections législatives du 10 mars. Les résultats ont été qualifiés de réguliers et crédibles par les observateurs internationaux et la société civile. Nous nous félicitons de la nomination du nouveau Premier Ministre et de la formation du nouveau Gouvernement.

Nous saluons les efforts déployés par les partenaires internationaux tels que l'Union africaine, l'ONU, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté des pays de langue portugaise, l'Union européenne et le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) pour appuyer les préparatifs du récent scrutin. Le fait que les conditions de sécurité soient restées relativement stables durant cette période est de bon augure pour continuer d'avancer vers la prochaine étape, à savoir l'élection présidentielle qui doit avoir lieu en novembre.

En outre, nous constatons à quel point l'instabilité socio-économique est liée aux tensions politiques. Nous demandons instamment aux parties concernées de ne pas interférer afin que l'objectif prioritaire puisse être atteint. Nous exhortons le Gouvernement à tout mettre en œuvre pour parvenir à un accord sur un cadre politique global pour les questions électorales fondamentales.

Le trafic de stupéfiants et la criminalité transnationale demeurent une menace pour la stabilité et la sécurité nationale en Guinée-Bissau. Nous nous joignons aux efforts déployés par le BINUGBIS pour soutenir le Gouvernement, qui ne cesse de faire preuve d'un engagement renouvelé à améliorer le mécanisme national d'intervention pour lutter contre le trafic de stupéfiants et les délits connexes.

Nous nous félicitons également des progrès réalisés dans la poursuite en justice des responsables d'actes de violence sexistes et de conflits intercommunautaires liés à la terre. Toutefois, l'impunité continue de susciter la méfiance dans le système judiciaire et le mécontentement de la population face aux autorités. Éliminer l'impunité et renforcer le système judiciaire est la clef de l'édification d'une société pacifique et sûre en Guinée-Bissau.

La République dominicaine note avec satisfaction les activités de formation dispensée par le BIGNUBIS et l'intégration des femmes dans les équipes de défenseurs des droits de l'homme, pierre angulaire du renforcement L'intégration des femmes dans les équipes de défenseurs des droits de l'homme, pierre angulaire du renforcement d'une société plus juste et plus inclusive. Au cours du mois de février 2019, le BINUGBIS, en collaboration avec le Réseau national des défenseurs des droits de l'homme, a formé des défenseurs des droits de l'homme, y compris des femmes des différentes régions, ce qui a contribué à sensibiliser la population à l'a dimension droits de l'homme du Pacte de stabilité et le Code de conduite et d'éthique électorale pour les élections législatives.

Le maintien de la paix et de la stabilité doit reposer sur la promotion et le respect des droits de l'homme.

**M<sup>me</sup> Van Vlierberge** (Belgique) : Je voudrais commencer par remercier la Sous-Secrétaire générale M<sup>me</sup> Bintou Keita et l'Ambassadeur Vieira pour leur rapport complet et détaillé sur la situation en Guinée-Bissau.

Deux points appellent notre attention aujourd'hui : tout d'abord la situation politique en Guinée-Bissau et ensuite l'avenir du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau dans ce pays (BIGNUBIS).

La Belgique salue la bonne tenue en mars 2019 des élections législatives, peu après la mission du Conseil qui nous a permis de mieux appréhender les défis auxquels fait face ce pays. Nous nous réjouissons, en particulier, du taux de participation élevé et de la forte mobilisation des femmes : ce sont des signes de la vitalité démocratique de la société bissau-guinéenne. La nomination d'un premier ministre et d'un gouvernement, et, surtout, l'annonce de l'organisation de l'élection présidentielle le 24 novembre sont des bonnes nouvelles. Nous invitons le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour l'organisation d'une élection présidentielle crédible, libre, équitable et pacifique.

Toutefois, les tensions et le climat de méfiance continuent de caractériser le champ politique. Cela nous préoccupe. Ne l'oublions pas : la stabilité politique doit contribuer au redressement socio-économique et à la lutte contre les trafics. Le moment est venu pour les acteurs politiques nationaux de jouer un rôle positif et constructif. À ce titre, nous pensons que le régime de sanctions demeure adéquat.

Concernant l'avenir du Bureau intégré des Nations unies, nous rappelons l'importance du respect des Accords de Conakry par toutes les parties et dans toutes leurs dispositions, ainsi que du suivi de la feuille de route de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). En effet, afin d'assurer une transition ordonnée, la Belgique sera attentive à ne pas précipiter le processus si les conditions sur le terrain ne sont pas réunies. Par ailleurs, la transition de la présence onusienne ne devra pas signifier un quelconque « abandon » de la Guinée-Bissau par la communauté internationale.

Pour cette raison, la Belgique appelle dès à présent à un engagement accru de la Représentante spéciale du Secrétaire général en charge du Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, un renforcement de l'équipe-pays, et un renforcement des moyens de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

Dans l'immédiat, la Belgique appuie l'action coordonnée du BINUGBIS, ainsi que du groupe des cinq partenaires internationaux sur le terrain (Union africaine, CEDEAO, Communauté des pays de langue portugaise, Union européenne, ONU).

Le suivi de la situation par la formation Guinée-Bissau de la Commission pour la consolidation de la paix, et l'appui du Fonds pour la consolidation de la paix, seront également des éléments importants dans la nouvelle phase qui s'ouvrira en Guinée-Bissau.

Je terminerai en confirmant le plein soutien de la Belgique à la Représentante spéciale du Secrétaire général, M<sup>me</sup> Sori-Coulibaly, dans l'exercice de ses fonctions.

**M. Van Shalkwyk** (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Ma délégation vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette séance. Nous voudrions également exprimer remercier les intervenants pour leurs contributions détaillées.

Tout d'abord, qu'il me soit permis d'exprimer notre gratitude et notre plus grand soutien à l'ancien Représentant spécial, José Viegas Filho, et à son équipe, y compris l'équipe de pays des Nations Unies en Guinée-Bissau, pour leurs efforts inlassables en faveur de la paix et de la stabilité en Guinée-Bissau.

Mon intervention se limitera à deux points : la situation politique et le trafic de drogue en Guinée-Bissau.

Sur le plan politique, ma délégation tient à féliciter le Gouvernement bissau-guinéen pour les progrès importants réalisés à ce jour. Suite aux élections législatives du 10 mars, un nouveau gouvernement a été mis en place, et un nouveau premier ministre a été nommé. À cet égard, nous attendons avec intérêt les l'élection présidentielle prévue pour le 24 novembre, qui est cruciale pour continuer d'établir une trajectoire de stabilité en Guinée-Bissau. En particulier, nous devons saluer l'inclusion notable des femmes dans le nouveau gouvernement, où elles occupent actuellement huit des 16 postes ministériels et trois des 15 postes de secrétaire d'État. Par ailleurs, nous exhortons les parties à s'attaquer aux réformes prévues dans les Accords de Conakry.

L'Afrique du Sud tient à saluer le travail accompli par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union africaine, la Communauté des pays de langue portugaise, l'Union européenne, l'ONU et les parties prenantes internationales; ainsi que leur détermination sans faille à sortir de l'impasse politique et à mener à bien leurs efforts de médiation. Nous exhortons la CEDEAO à continuer de préserver ces progrès; l'appui de la communauté internationale dans ces domaines est donc primordial.

Le maintien de la stabilité régionale en Guinée-Bissau est une condition nécessaire au déblocage des régions fragiles de la région, telles que le Mali et les autres pays du Groupe de cinq pays du Sahel, et à la promotion d'une paix plus large sur le continent africain.

Alors que le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) poursuit son processus de retrait, et à la lumière de l'élection présidentielle imminente, nous devons faire preuve de prudence dans notre approche pour ne pas laisser un vide. Il importe que nous préservions les acquis réalisés par le BINUGBIS en partenariat avec le Gouvernement et les organes régionaux.

En ce qui concerne les problèmes liés au trafic de drogue, l'Afrique du Sud salue le travail accompli

par le nouveau Forum de coordination du Partenariat dans la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée, et reconnaît en particulier la tâche colossale qu'il accomplit. L'Afrique du Sud souscrit à l'appel lancé par le Secrétaire général à la communauté internationale pour qu'elle mette un frein à cette épidémie. En outre, les implications régionales de la route du trafic de drogue sont inquiétantes, car ce trafic est également utilisé pour financer le trafic d'armes et le trafic d'êtres humains. La saisie récente d'une importante cargaison destinée au Mali souligne l'urgence d'apporter un soutien pour endiguer cette pandémie. Le plus préoccupant est le fait que le trafic de drogue pourrait servir à financer et à alimenter les activités terroristes dans une région déjà instable.

Enfin, des décennies d'instabilité politique ont rendu difficile la mise en œuvre des politiques publiques; en conséquence, le niveau de développement humain reste faible en Guinée-Bissau. Le plus inquiétant est l'impact négatif sur les jeunes en l'absence de conditions socioéconomiques favorables, car la mobilisation pour des activités terroristes peut s'en trouver renforcée. Il est donc impératif que la communauté internationale redouble d'efforts pour appuyer le maintien de la paix en Guinée-Bissau tout en soutenant les aspirations l'Union africaine à faire taire les armes.

**M. Wu Haitao** (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine a écouté attentivement les exposés de la Sous-Secrétaire générale Keita et de l'Ambassadeur Vieira. Elle prend note du rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (S/2019/664).

La Chine a suivi de près l'évolution de la situation en Guinée-Bissau. Comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général, 2019 sera une année charnière pour la vie politique et sociale du pays. Les élections législatives se sont déroulées sans heurts en mars. En juillet, le nouveau Premier Ministre a pris ses fonctions et formé avec succès un nouveau Gouvernement. Le 24 novembre, la Guinée-Bissau tiendra une élection présidentielle. Nous espérons que toutes les parties bissau-guinéennes uniront leurs efforts pour assurer le bon déroulement des élections dans les délais prévus. Dans le même temps, la communauté internationale doit continuer à fournir un appui technique, financier et logistique aux préparatifs de ce scrutin en fonction des besoins du Gouvernement bissau-guinéen.

La Chine apprécie à leur juste valeur les efforts de médiation déployés par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et les pays de la région pour promouvoir le processus politique en Guinée-Bissau. Toutes les parties en Guinée-Bissau doivent agir dans l'intérêt à long terme du pays et de son peuple, instaurer la confiance mutuelle par le dialogue et la consultation, parvenir à un consensus, régler les différends, consolider les progrès positifs réalisés dans le processus politique, prendre les mesures nécessaires pour préparer l'élection présidentielle, s'engager à améliorer les conditions de vie et œuvrer en faveur d'un développement stable du pays.

La Chine a toujours appuyé les pays africains à l'heure de régler les problèmes africains par des solutions africaines et apporté son concours à la CEDEAO et aux pays de la région pour qu'ils continuent de jouer un rôle constructif dans la promotion de la stabilité et du développement en Guinée-Bissau et dans la mise en œuvre des Accords de Conakry et de la feuille de route en six points de la CEDEAO. Nous appelons les organismes compétents des Nations Unies, tels que le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et l'équipe de pays des Nations Unies, à renforcer leur coordination et leur coopération et à fournir une assistance ciblée à la Guinée-Bissau dans le respect de sa souveraineté et de sa volonté.

Le développement est l'élément clef pour résoudre tous les problèmes. La Chine appuie fermement le peuple bissau-guinéen dans sa quête d'une voie de développement adaptée à sa situation nationale et a toujours respecté ses choix souverains. La coopération entre la Chine et la Guinée-Bissau dans les domaines de l'agriculture, de la santé et des soins médicaux dans le cadre du Forum sur la coopération sino-africaine et du Forum de coopération économique et commerciale entre la Chine et les pays lusophones, a contribué de manière positive aux efforts de la Guinée-Bissau pour parvenir à l'autosuffisance alimentaire, réduire la pauvreté et assurer son développement.

La Chine est prête à travailler avec la communauté internationale pour continuer à jouer un rôle positif dans la promotion de la stabilité et du développement durables en Guinée-Bissau et en Afrique de l'Ouest.

**M. Clay** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier la Sous-Secrétaire générale Keita et l'Ambassadeur Vieira de leurs exposés

d'aujourd'hui, qui brossent un tableau globalement optimiste de la trajectoire politique de la Guinée-Bissau. Le Royaume-Uni partage cet optimisme prudent.

Le bon déroulement des élections législatives en mars, ainsi que la nomination d'un Premier Ministre et la formation d'un Gouvernement, constituent des progrès importants, et nous en félicitons les autorités et le peuple bissau-guinéens. Le taux de participation de 85 % aux élections législatives est un signe impressionnant de l'engagement du peuple bissau-guinéen en faveur d'un avenir démocratique pour le pays.

La prochaine étape de la transition politique en Guinée-Bissau sera l'élection présidentielle de novembre. Nous nourrissons l'espoir que le pays tirera parti de l'élan positif suscité par les élections législatives qui ont eu lieu plus tôt cette année. Le Royaume-Uni prend note des défis mentionnés aujourd'hui par la Sous-Secrétaire générale Keita et appelle toutes les parties prenantes politiques bissau-guinéennes à placer l'intérêt national au premier plan et à jouer leur rôle dans la tenue d'une élection libre, régulière, inclusive, crédible et en temps voulu.

À l'instar d'autres membres du Conseil, nous avons jugé encourageante la promulgation de la nouvelle loi sur la parité pour la participation des femmes aux sphères politique et décisionnelle, qui exige une représentation minimum de 36 % de femmes aux élections. Nous exhortons les partis politiques bissau-guinéens à s'y conformer. Un Gouvernement plus diversifié sera un Gouvernement plus fort et plus stable. Nous félicitons également le Premier Ministre Gomes d'avoir réparti également les postes de son conseil des ministres entre hommes et femmes, et jugerions encourageant que cette loi soit appliquée à d'autres institutions nationales en Guinée-Bissau.

Nous notons dans le rapport du Secrétaire général (S/2019/696) le comportement louable de l'armée bissau-guinéenne dans les années qui ont suivi le coup d'État de 2012. Si l'élection présidentielle se déroule comme prévu en novembre de manière libre et régulière, et en attendant la mise en œuvre des réformes prioritaires définies dans les Accords de Conakry et la feuille de route de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour une sortie de crise politique en Guinée-Bissau, le Royaume-Uni serait disposé à réexaminer les sanctions actuellement imposées par la résolution 2048 (2012).

Le Royaume-Uni apprécie à sa juste valeur le rôle d'appui joué en Guinée-Bissau par le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS), la Commission de consolidation de la paix, l'équipe de pays des Nations Unies et d'autres organes et bureaux des Nations Unies, qui ont contribué à instaurer un environnement politique plus solide et plus ouvert. Nous saluons la nomination de la nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général, M<sup>me</sup> Sori-Coulibaly, et l'assurons de notre plein appui dans l'exécution de son mandat.

Le Royaume-Uni reconnaît également le rôle clef joué par la CEDEAO dans la responsabilisation des acteurs politiques en Guinée-Bissau. Nous voulons croire que la CEDEAO restera aussi mobilisée et vigilante, alors que la Guinée-Bissau prépare la tenue de son élection présidentielle en novembre et œuvre à la pleine application des Accords de Conakry.

Nous nous félicitons également des mesures prises à ce jour par le BINUGBIS pour préparer la transition et notons que ces mesures reflètent de manière positive les progrès politiques réalisés en Guinée-Bissau. Le Royaume-Uni continue de penser que décembre 2020 est un délai réaliste pour le retrait du BINUGBIS de la Guinée-Bissau. Toutefois, nous serons prêts à reconsidérer cette position en cas de menace grave pour la paix et la stabilité. Nous espérons néanmoins sincèrement que ce ne sera pas le cas et que le sentiment commun d'optimisme que nous avons entendu aujourd'hui restera justifié.

Alors que le BINUGBIS se prépare à se retirer de la Guinée-Bissau et à transférer des responsabilités clefs à l'équipe de pays des Nations Unies et au Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), il est impératif que les acteurs politiques continuent de collaborer de manière positive avec les bons offices de l'ONU et restent attachés aux Accords de Conakry jusqu'à ce qu'ils aient été pleinement mis en œuvre. Dans ce contexte, nous saluons les efforts déployés par l'UNOWAS pour renforcer son action en Guinée-Bissau avant le départ du BINUGBIS.

Nous espérons que les progrès politiques réalisés par la Guinée-Bissau ces dernières années pourront être maintenus pour permettre au pays de tourner la page du passé et s'engager sur la voie d'un avenir plus fort, plus stable et plus démocratique. C'est au Gouvernement bissau-guinéen qu'il incombe au premier chef de faire le nécessaire pour y parvenir. Le Royaume-Uni, de concert avec la communauté internationale, continuera

de suivre la situation de près et de collaborer avec le Gouvernement à la réalisation de cet objectif.

**M. Syihab** (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je remercie la Sous-Secrétaire générale, M<sup>me</sup> Bintou Keita, et le Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix, l'Ambassadeur Mauro Vieira, de leurs exposés très éclairants et circonstanciés.

Je suis encouragé par l'évolution positive de la situation en Guinée-Bissau, dont rend compte le rapport du Secrétaire général (S/2019/664). De nombreux progrès ont été accomplis sur le front politique en Guinée-Bissau, notamment la tenue des élections législatives et la nomination du Premier Ministre. En outre, la situation générale en matière de sécurité en Guinée-Bissau reste relativement stable. Nous espérons que cet environnement favorable pourra être maintenu, en particulier en amont de la prochaine élection présidentielle, qui doit avoir lieu dans deux mois. Je voudrais réaffirmer trois points pertinents.

Premièrement, l'élection présidentielle prévue pour novembre de cette année sera cruciale. Toutes les parties prenantes bissau-guinéennes doivent apporter une contribution positive afin que le cycle électoral puisse s'achever de manière pacifique et dans les délais. Il est toutefois important de noter qu'il ne s'agit là que d'une étape devant ouvrir la voie au relèvement des défis à venir. La volonté politique manifestée à ce jour par toutes les parties doit être maintenue afin de mettre en œuvre les réformes essentielles, notamment la révision de la Constitution, de la loi électorale et de la loi sur les partis politiques. Il s'agit là d'une condition préalable pour que la Guinée-Bissau puisse se consacrer à assurer la stabilité et le développement à long terme au bénéfice de sa population.

Cela m'amène à mon deuxième point, qui porte sur le développement socioéconomique. Comme l'a dit le Premier Ministre Aristides Gomes, le Gouvernement doit se concentrer sur l'amélioration de la situation socioéconomique et la mise en œuvre du plan Terra Ranka. Comme le nom Terra Ranka l'indique, nous espérons que le plan de développement stratégique donnera à l'ensemble de la population bissau-guinéenne la possibilité de repartir de zéro. Nous félicitons les partenaires qui se sont engagés à appuyer ce plan et appelons la communauté internationale à poursuivre son appui à la Guinée-Bissau, non seulement en matière de développement économique, mais également pour l'aider à relever d'autres défis, notamment la promotion

des droits de l'homme et la lutte contre la criminalité transnationale organisée.

Troisièmement, l'Indonésie appuie et salue le travail du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) et la mise en œuvre des priorités définies au titre de son mandat. La mission, qui est présente dans le pays depuis 2010, s'est acquittée de tâches importantes, notamment la promotion du dialogue et de la réconciliation, le renforcement des institutions démocratiques et le renforcement des capacités de l'État.

Par conséquent, il convient d'assurer une transition sans heurt vers l'équipe de pays des Nations Unies et d'autres partenaires à l'expiration de son mandat en 2020. Nous nous félicitons de la création d'une équipe spéciale de transition et nous réaffirmons l'importance de l'appropriation nationale s'agissant du processus de transition. Nous saluons également le rôle que jouent la Commission de consolidation de la paix et du Fonds pour la consolidation de la paix, ainsi que les organisations régionales et sous-régionales, comme le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, à l'appui de différents programmes, projets et initiatives en Guinée-Bissau. Nous espérons qu'ils pourront continuer à jouer leur rôle crucial, en particulier après la fermeture du BINUGBIS.

Enfin, nous attendons avec intérêt la tenue de l'élection présidentielle et la mise en œuvre de réformes essentielles en vue d'assurer la stabilité et le développement à long terme de la Guinée-Bissau.

**M. Almunayekh** (Koweït) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, nous voudrions remercier M<sup>me</sup> Keita, Sous-Secrétaire générale pour l'Afrique, et l'Ambassadeur Vieira de leurs exposés édifiants. Nous remercions également M. José Viegas Filho, ancien Représentant spécial du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau, des efforts inlassables qu'il a déployés pendant son mandat à la tête du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS). Nous voudrions féliciter en outre M<sup>me</sup> Rosine Sori-Coulibaly pour sa nomination en tant que Représentante spéciale du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau. Nous lui souhaitons plein succès dans la période à venir, notamment pendant le processus électoral et le retrait du BINUGBIS en 2020.

Nous sommes à deux mois de l'élection présidentielle en Guinée-Bissau, prévue pour fin

novembre. Il s'agit d'une étape importante pour la stabilité à long terme du pays. Nous espérons que cette élection sera juste, transparente et crédible et se tiendra dans les délais fixés. Le succès des élections législatives tenues en mars a démontré la capacité des autorités nationales à mener à bien des élections, avec l'appui de la communauté internationale.

De nombreux aspects positifs méritent d'être soulignés s'agissant de l'évolution de la situation en Guinée-Bissau par rapport à la période précédente, qui a été compliquée en ce qui concerne le respect des exigences fondamentales des Accords de Conakry, dont il ne fait aucun doute qu'ils restent la meilleure option pour parvenir à la stabilité. Pour la première fois en 25 ans, nous avons assisté à la conclusion réussie d'un mandat présidentiel en Guinée-Bissau. Nous avons également assisté à des élections législatives couronnées de succès, à la formation d'un nouveau gouvernement et à des efforts intenses pour relever les différents défis auxquels le pays est confronté.

La Guinée-Bissau doit prendre des mesures importantes au cours de la période à venir, en particulier avant la fermeture du BINUGBIS. Il s'agit en premier lieu d'organiser l'élection présidentielle, puis de lancer les réformes nécessaires, notamment la réforme constitutionnelle. Nous appelons les autorités nationales à tirer parti, au cours de la période à venir, de l'appui fourni par le BINUGBIS en vue d'entreprendre les réformes nécessaires et de renforcer les capacités de l'État en prévision du retrait du Bureau.

Même si la situation en matière de sécurité est stable, des problèmes liés à la criminalité transnationale et au trafic de drogues persistent dans le pays, et constituent de graves menaces pour l'ensemble de la région. Ces menaces ont été examinées à maintes reprises au Conseil de sécurité, notamment en décembre 2018, lorsque le Conseil s'est penché sur les incidences de ces problèmes sur la sécurité en Afrique de l'Ouest (voir S/PV.8433).

Nous tenons à saluer l'engagement du Gouvernement à surmonter ces difficultés. Nous nous félicitons en outre des efforts inlassables consentis par le BINUGBIS et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, qui ont contribué à la saisie et à la confiscation d'énormes quantités de drogues à plus d'une occasion.

Nous saluons le rôle central que joue la Communauté économique des États de l'Afrique de

l'Ouest (CEDEAO) en Guinée-Bissau, dans le cadre de ses efforts constants visant à faire avancer le processus politique, ainsi que le rôle de sa mission militaire dans ce pays. Nous appuyons pleinement leurs efforts à cet égard, ainsi que ceux de l'Union africaine, de l'ONU, de l'Union européenne et de la Communauté des pays de langue portugaise.

Pour terminer, nous nous félicitons des mesures prises par le BINUGBIS en vue de sa fermeture d'ici à la fin de 2020. Nous saluons sa décision de créer une équipe spéciale intégrée chargée d'organiser la fermeture du Bureau. Nous estimons que l'ONU doit continuer à jouer un rôle après la fermeture du Bureau, d'autant plus que la Guinée-Bissau connaît actuellement une situation économique difficile. Le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel doit continuer à apporter son appui après 2020, dans de nombreux domaines relevant de son mandat. La Commission de consolidation de la paix a également un rôle important à jouer à cet égard. Nous nous félicitons des projets financés par cette Commission, dont le rôle renforcera les efforts de stabilisation du pays, notamment après la fermeture du BINUGBIS.

**M. Meza-Cuadra** (Pérou) (*parle en espagnol*) : Nous nous félicitons de la convocation de la présente séance, ainsi que des exposés de la Sous-Secrétaire générale pour l'Afrique, M<sup>me</sup> Bintou Keita, et du Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix, M. Mauro Vieira.

Tout d'abord, nous voudrions mettre en exergue les progrès politiques réalisés en Guinée-Bissau, notamment la tenue d'élections législatives le 10 mars, après plus de trois ans d'impasse politique, ainsi que la nomination d'un Premier Ministre et la formation d'un nouveau gouvernement. Nous nous félicitons de la participation active des organisations de la société civile et des femmes à ce processus qui, avec l'appui du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS), a permis de lancer d'importantes initiatives, comme le Code de conduite et d'éthique électorale.

Nous tenons également à souligner que le 24 novembre a été retenu comme date de l'élection présidentielle. Nous exhortons les autorités bissau-guinéennes à œuvrer sans délai à l'organisation et à la tenue de cette élection, sur la base des enseignements tirés de l'expérience et avec les fonds nécessaires, afin de faire avancer l'application des Accords de Conakry et de promouvoir le dialogue et la réconciliation nationale.

Dans ce contexte, il importe que le BINUGBIS continue d'apporter son appui au pays en vue de l'organisation de cette élection, conformément à la résolution 2458 (2019). L'engagement de l'ensemble de la communauté internationale s'impose également pour s'occuper des aspects techniques, logistiques et financiers, ainsi que pour encourager la participation massive des citoyens, en particulier des femmes et des jeunes.

Toutefois, nous devons garder à l'esprit que même si ces progrès sont encourageants, les autorités gouvernementales doivent faire preuve d'une volonté politique ferme afin de faire avancer le pays sur la voie de la paix, de la stabilité et du développement socioéconomique.

Nous estimons qu'il s'agit là d'un élément essentiel, premièrement, pour la poursuite des efforts concernant le processus de réforme constitutionnelle, le renforcement de l'état de droit et la création d'institutions démocratiques inclusives, notamment la réforme du secteur de la sécurité. Deuxièmement, c'est important pour faire face à la menace que le trafic de drogues et la criminalité transnationale organisée continuent de faire peser sur le pays, tout en établissant une stratégie cohérente de lutte contre la corruption. Troisièmement, cela est essentiel pour mettre en œuvre les réformes socioéconomiques dont la population a tant besoin et qui lui permettront de tirer parti de l'énorme potentiel agricole, minier et halieutique du pays.

À cette fin, la pleine participation des autorités nationales, le renforcement de la coopération régionale et le maintien de la cohérence politique et opérationnelle entre les divers efforts, initiatives et mécanismes déployés sur le terrain s'avéreront essentiels. Cela est particulièrement important, vu le retrait imminent du BINUGBIS, qui nécessitera une nouvelle forme de partenariat avec l'ONU afin de garantir un processus de transition inclusif et fructueux. Dans ce contexte, nous voudrions également mettre en exergue les projets promus par le Fonds pour la consolidation de la paix, qui jouent un rôle fondamental dans l'appui aux processus de stabilisation politique et institutionnelle en Guinée-Bissau, comme l'Ambassadeur Vieira vient de l'indiquer.

Nous soulignons le travail que l'équipe de pays des Nations Unies, de concert avec la Commission de consolidation de la paix, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union africaine, la Communauté des pays de langue portugaise et l'Union européenne accomplissent sur le terrain pour promouvoir



la croissance économique, le développement humain, la gestion durable des ressources et le renforcement de l'état de droit et de la gouvernance.

Pour terminer, je voudrais remercier M. Viegas Filho du travail important qu'il a effectué et souhaiter à M<sup>me</sup> Rosine Sori-Coulibaly plein succès dans ses nouvelles fonctions de Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe du BINUGBIS.

**M. Lewicki** (Pologne) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier la Sous-Secrétaire générale Bintou Keita et l'Ambassadeur Mauro Vieira, du Brésil, de leurs exposés très complets et utiles.

Nous tenons à féliciter le peuple bissau-guinéen de la tenue d'élections équitables, crédibles et inclusives, avec un taux de participation élevé de près de 85 %. C'est très impressionnant. Nous nous félicitons aussi de la forte participation des électrices et regrettons en même temps la faible diversité de genre dans la composition du Parlement. Nous encourageons un appui continu à la participation effective des femmes aux affaires du pays dans le cadre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

Dans le même temps, nous encourageons les membres élus à ne pas oublier leurs devoirs envers le peuple bissau-guinéen et à transcender les intérêts individuels et partisans au nom de l'intérêt collectif et de la stabilité du pays. Nous rappelons à toutes les parties prenantes qu'il faut éviter que le partage du pouvoir après les élections ne débouche sur une nouvelle impasse afin de garantir la stabilité à long terme.

La Pologne exhorte les autorités bissau-guinéennes de tenir une élection présidentielle équitable et crédible à la date annoncée, le 24 novembre, avec l'aide du Comité directeur de haut niveau sur les élections du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS), qui a été remis sur pied, et compte sur elles à cet égard. Par conséquent, nous engageons les parties prenantes bissau-guinéennes à donner une direction politique ferme au processus électoral et à en assumer la direction, à accélérer les préparatifs techniques et à donner à l'organisme de gestion des élections les moyens de mettre en œuvre les solutions nécessaires aux fins de la tenue d'un scrutin crédible en temps voulu.

La Pologne est préoccupée par le manque de mesures suffisantes pour lutter contre le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée – des problèmes qui ont été évoqués par plusieurs délégations

et qui demeurent une grave menace pour la stabilité et la sécurité nationales. De même, la situation socioéconomique et le climat macroéconomique, affectés par l'instabilité politique persistante, sont préoccupants, et ce malgré les investissements prévus pour 2019. À cet égard, nous sommes convaincus que la Guinée-Bissau est déterminée à définir un plan d'action national et à renforcer la capacité du service chargé des enquêtes financières, ainsi que les dispositifs juridiques et institutionnels de lutte contre la corruption. Il faut obtenir de véritables résultats économiques et rétablir la stabilité politique afin d'éliminer les tensions sur le plan social.

Enfin et surtout, nous appuyons les avancées enregistrées en matière de poursuite des auteurs de violence fondée sur le genre et de lutte contre la violence intercommunautaire liée aux litiges fonciers. Nous exhortons toutefois les autorités à mettre en place l'institution nationale recommandée pour la promotion et la protection des droits de l'homme, conformément aux Principes de Paris. Les droits de l'homme sont essentiels pour pérenniser la paix et garantir la stabilité, le développement et la sécurité à long terme en Guinée-Bissau.

Je terminerai en soulignant combien il est important que le BINUGBIS continue d'appuyer le pays dans tous les efforts que j'ai mentionnés, en particulier à l'automne.

Pour finir, je voudrais exprimer ma gratitude à l'ancien Représentant spécial et Chef du BINUGBIS, M. José Viegas Filho, pour son dévouement et son travail acharné, ainsi qu'au personnel du BINUGBIS, à l'équipe de pays des Nations Unies, à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, au Groupe des cinq pour la Guinée-Bissau et à tous les partenaires régionaux et internationaux. De même, je voudrais accueillir chaleureusement la nouvelle Représentante spéciale Rosine Sori-Coulibaly et exprimer notre plein appui à son appel. Nous sommes convaincus que sa vaste expérience et sa grande sagesse nous permettront d'opérer des changements durables en vue d'un avenir stable et prospère pour tous les Bissau-Guinéens.

**M<sup>me</sup> French** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Nous voudrions remercier la Sous-Secrétaire générale Keita de son exposé d'aujourd'hui, ainsi que l'Ambassadeur Vieira de tout le travail important qu'il a accompli à la présidence de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix.

Les États-Unis se réjouissent que les dirigeants bissau-guinéens, avec le concours efficace de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), aient pu s'entendre sur un calendrier électoral pour 2019, et nous nous félicitons des élections législatives qui ont eu lieu en mars. Alors que l'attention se tourne vers l'élection présidentielle prévue pour le 24 novembre, nous devons continuer de respecter les accords qui ont permis de rétablir la stabilité du pays – somme toute fragile – au prix de grands efforts. Nous attendons avec intérêt une élection libre, équitable et transparente le 24 novembre. Nous nous félicitons des généreuses contributions que la CEDEAO a apportées en termes d'appui financier et de matériel. Nous encourageons les voisins régionaux de la Guinée-Bissau et la communauté internationale à appuyer les efforts déployés par le Gouvernement pour préparer et organiser cette importante élection.

Comme le Secrétaire général, les États-Unis demeurent préoccupés par la menace que le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée continuent de faire peser sur la Guinée-Bissau et la sous-région dans son ensemble. Nous nous félicitons que la police bissau-guinéenne ait saisi et détruit deux tonnes de cocaïne en Guinée-Bissau la semaine dernière, et nous saluons la création, au sein du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, d'une unité spécialisée dans la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée. Nous recommandons instamment que l'on continue d'appuyer le renforcement de la présence de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en Guinée-Bissau.

**M. Licharz** (Allemagne) (*parle en anglais*) : La Guinée-Bissau est un pays en transition. Les deux intervenants ont dépeint un tableau contrasté, et je tiens à les remercier de leurs contributions très précieuses. Nous constatons des progrès dans certains domaines, d'une part, et des difficultés, d'autre part. Cela semble être une tendance constante pour les pays en transition. Il est donc important que le Conseil de sécurité suive de près la situation dans ces pays et que l'ONU offre dans le même temps une assistance et un appui.

Avec la Commission de consolidation de la paix, nous disposons d'un outil très puissant pour y parvenir. Je voudrais féliciter l'Ambassadeur Mauro Vieira et la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix. Nous avons le sentiment que nous n'avons pas encore exploité tout le potentiel des

liens qui existent entre l'action du Conseil de sécurité et celle de la Commission de consolidation de la paix. C'est pourquoi l'Allemagne est très favorable à des échanges réguliers entre les présidents des formations pays et le Conseil de sécurité.

S'agissant de la situation en Guinée-Bissau, comme d'autres collègues l'ont fait avant nous, nous demandons au Gouvernement de garantir la tenue d'une élection présidentielle crédible, équitable et libre en novembre. Nous saluons les efforts déployés par le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et le Groupe des cinq partenaires internationaux représentés en Guinée-Bissau pour faciliter et appuyer le processus électoral, ainsi que pour assurer la médiation entre les parties au conflit. Nous nous félicitons tout particulièrement de la prise en compte des questions de genre et de l'appui à la participation des femmes au processus démocratique. Dans ce contexte, il est extrêmement important que le Gouvernement et l'appareil judiciaire mettent fin à l'impunité des crimes sexistes et des violations des droits de la personne.

La criminalité transnationale organisée et le trafic de drogue restent des problèmes importants. Nous appuyons donc les travaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Il importe d'autonomiser les autorités nationales chargées du maintien de l'ordre afin qu'elles puissent réprimer efficacement la criminalité organisée.

Je vais conclure par deux observations.

Premièrement, je tiens à remercier le Secrétaire général de son dernier rapport (S/2019/664). Nous sommes impatients d'en apprendre davantage sur le calendrier du processus de transition mentionné dans le rapport. Nous saluons également la nomination de la nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau.

Deuxièmement, comme l'a mentionné mon collègue sud-africain, nous appelons tout le monde à faire en sorte qu'aucun vide ne succède au BINUGBIS. Nous devons prévenir une déstabilisation possible de la Guinée-Bissau. Le Conseil de sécurité a une responsabilité particulière à l'égard des pays en transition en général, et de la Guinée-Bissau en particulier, conformément à la résolution 2458 (2019).

**Le Président** (*parle en russe*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la Fédération de Russie.

Nous remercions la Sous-Secrétaire générale, M<sup>me</sup> Bintou Keita, et le Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix, M. Mauro Vieira, des informations qu'ils ont partagées.

Nous accueillons avec satisfaction la tournure positive des événements en Guinée-Bissau. Nous constatons avec satisfaction qu'en début d'année les autorités et les principales forces politiques du pays sont parvenues à surmonter leurs différends et à organiser des élections législatives en mars. Nous prenons également note du rôle joué par le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau dans la préparation des élections.

Nul n'ignore que la période postélectorale, lorsque le nouveau Parlement et le nouveau Gouvernement ont été formés, a été marquée par plusieurs problèmes. Le processus de répartition des fonctions a pris beaucoup de temps. Cependant, nous n'y voyons rien de surprenant ou d'extraordinaire, car cela fait partie du processus démocratique normal que nous avons observé dans de nombreux autres pays. En outre, tous ces problèmes ont été réglés.

Comme cela a été souligné aujourd'hui, le pays s'approche d'une nouvelle étape importante. L'élection présidentielle doit avoir lieu le 24 novembre. Comme nous l'avons constaté, si l'élection est réussie, cela pourrait marquer un tournant dans l'histoire moderne de la Guinée-Bissau. Le pays tournera finalement la page de troubles politiques persistants et créera des conditions propices à une progression régulière vers le développement socioéconomique. À ce moment crucial, nous appelons toutes les forces publiques et politiques à se comporter de manière responsable, à défendre l'intérêt national et à s'efforcer de régler leurs différends dans les plus brefs délais.

Nous sommes convaincus qu'à un moment donné, la question de la levée des sanctions contre la Guinée-Bissau devra être abordée au Conseil de sécurité, car elles sont obsolètes depuis déjà un certain temps. La situation actuelle n'a rien à voir avec les événements de 2012. Nous respectons la décision de l'armée de rester à l'écart de la politique.

Nous demeurons convaincus que la question de la reconfiguration du Bureau intégré des Nations Unies

pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau doit être réglée de façon aussi judicieuse que possible. Nous appuyons son retrait progressif, mais pas avant fin 2020, conformément à la résolution 2458 (2019). À ce moment, l'équipe de pays des Nations Unies disposera de tous les outils nécessaires non seulement pour promouvoir le développement en Guinée-Bissau, mais également pour aider le pays à relever des défis tels que la lutte contre le trafic de drogue et la corruption et la nécessité de garantir le bon fonctionnement des institutions nationales.

Pour terminer, je tiens à souhaiter la bienvenue à la nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau, M<sup>me</sup> Sori-Coulibaly, et je lui assure que nous sommes disposés à travailler de manière constructive avec l'ensemble de l'équipe des Nations Unies pour régler les questions en suspens dans ce pays d'Afrique de l'Ouest.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne la parole au représentant de la Guinée-Bissau.

**M. Da Silva** (Guinée-Bissau) : Je voudrais tout d'abord vous remercier, Monsieur le Président, de m'avoir invité à prendre part cette séance du Conseil de sécurité sur la Guinée-Bissau et à m'adresser à cet organe sur les derniers événements survenus dans mon pays.

Qu'il me soit permis de saluer les interventions de M<sup>me</sup> Bintou Keita, Sous-Secrétaire générale pour l'Afrique, et de M. Mauro Vieira, Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix. Je voudrais également saluer la récente nomination de M<sup>me</sup> Rosine Sori-Coulibaly, Représentante spéciale du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau, à qui nous souhaitons plein succès dans l'accomplissement de sa mission dans cette phase de transition du Bureau dans le pays.

Cette séance du Conseil se tient au moment où la Guinée-Bissau est résolument engagée à achever le cycle électoral avec la tenue de l'élection présidentielle le 24 novembre prochain. Cette échéance électorale sera l'occasion pour le peuple guinéen de renouveler la légitimité des institutions de la République, processus déjà entamé avec la réalisation des élections législatives du 10 mars dernier, suite auxquelles 102 nouveaux députés ont été élus.

Suite à ces élections et sur la proposition du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et de Cabo

Verde, le parti majoritaire à l'Assemblée nationale, le Président de la République a reconduit M. Aristides Gomes au poste de Premier Ministre le 22 juin 2019, et sur la proposition de ce dernier, un gouvernement a été mis en place le 3 juillet, comprenant 11 femmes sur un total de 31 membres.

Il convient ici de saluer l'importance des décisions prises lors du dernier sommet de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, tenu à Abuja, pour désamorcer la crise qui persistait entre les acteurs politiques nationaux.

Dans quelques jours, le Gouvernement soumettra ses instruments de gouvernance, notamment son programme et son budget, à l'appréciation et à l'éventuelle approbation de l'Assemblée nationale, ce qui permettra au Gouvernement de mettre en œuvre son programme. Le Gouvernement est résolument engagé dans les préparatifs de l'élections présidentielle fixée au 24 novembre prochain. À cet effet, en concertation avec d'autres institutions électorales, il a procédé le 16 août dernier au lancement d'un processus de correction sur les listes électorales. Il faut préciser que ce processus déclenché par le Gouvernement ne fait pas l'unanimité entre les acteurs politiques, et même la société civile, mais nous espérons qu'avec le dialogue, les parties concernées se mettront d'accord sur le processus.

Le contexte politique actuel est marqué par la saisie le 2 septembre dernier, par la police judiciaire de Guinée-Bissau, d'une quantité de stupéfiants sans précédent. Il s'agit d'environ deux tonnes de cocaïne. Ce fait vient à nouveau illustrer combien notre territoire

demeure attractif pour les réseaux de crimes organisés transnationaux, du fait de sa vulnérabilité mais aussi de la fragilité de nos institutions. Il constitue également la preuve de la détermination des autorités bissau-guinéennes à combattre sans répit ce fléau que n'a que d'autre objectif que de miner notre intégrité en tant qu'État souverain. Cette opération, dénommée « Navarra », qui a conduit à l'arrestation d'une dizaine de suspects, constitue un coup dur pour ce réseau criminel et elle n'aurait pas été un succès sans l'appui de nos différents partenaires, auxquels je voudrais ici rendre hommage.

Qu'il me soit également permis d'attirer l'attention du Conseil de sécurité sur la nécessité de renforcer la coopération dans le domaine de la lutte contre le trafic des stupéfiants entre le Gouvernement bissau-guinéen et le Bureau des Nations Unies contre la drogue et le crime, et ce, sans préjudice de l'exécution du mandat du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, contenu dans la résolution 2458 (2019). Cela permettra, entre autres, de renforcer les capacités des institutions nationales intervenant dans ce domaine qui, comme le Conseil le sait, opèrent dans des conditions d'extrême précarité.

Pour conclure, je tiens à réitérer la gratitude de mon pays pour l'accompagnement dont il fait l'objet au sein du Conseil de sécurité mais aussi par les autres organisations régionales et sous-régionales, notamment l'Union africaine et la CEDEAO, la Communauté des pays de langue portugaise et l'Union européenne.

*La séance est levée à 16 h 50.*